STATUTS DU GROUPEMENT INTERCOMMUNAL
CENTRE INTERCOMMUNAL DE VOIRIE DE ST-MATHIEU
(C.I.V)

Du 25 août 1989

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

Dénomination

Sous le nom de « Centre intercommunal de voirie de St-Mathieu » (CIV), il est créé, par les communes de Bernex, Confignon et Onex, un Groupement intercommunal (ci-après le Groupement), conformément aux articles 51 à 60 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984.

Article 2

But

¹Le Groupement a pour but d'assumer de manière indépendante l'exploitation et l'entretien du « Centre intercommunal de voirie de St-Mathieu ».

²Le « Centre intercommunal de Voirie de St-Mathieu » est dédié à l'hébergement des services des communes membres chargés de l'entretien des voies et du domaine public, des bâtiments et infrastructures communaux.

³Moyennant l'accord des communes membres du Groupement et sur décision favorable du Conseil intercommunal, le « Centre intercommunal de Voirie de St-Mathieu » peut également héberger des compagnies de pompiers communales.

Article 3

Mise à disposition
des locaux

¹Les communes participantes ont la disposition des locaux et des surfaces non-bâties, selon une répartition fixée à :

Bernex	48.55%
Confignon	10.93%
Onex	40.52%

²Le Groupement assume l'entretien des parties communes.

Article 4

Modification

¹Une modification de la répartition des locaux entre deux des communes participantes peut intervenir en tout temps, selon accord et aux frais des communes concernées avec l'approbation du Conseil intercommunal. Cela implique une modification de l'article 3.

²L'attribution d'une part de copropriété à un tiers qui n'est pas une commune genevoise est exclue. « La mise à disposition des locaux doit être approuvée par le Conseil ».

Article 5

Siège

Le siège du groupement est à Bernex.

Article 6

Durée

La durée du Groupement est indéterminée.

Article 7

Fortune et ressources financières

¹La fortune du Groupement est formée des apports financiers des communes participantes, en capital de dotation ou subventions d'investissement.

²Les ressources financières du Groupement sont constituées par :

- a) les subventions de fonctionnement annuelles des communes participantes versées en fonction de la clé de répartition de l'article 3 ;
- b) les autres recettes d'exploitation ;
- c) les autres subventions ;
- d) l'emprunt ;
- e) les dons et legs.

CHAPITRE II Organisation

Section 1

Organisation et surveillance

Article 8

Organisation du groupement

Les organes du Groupement sont :

- a) le Conseil intercommunal (ci-après le Conseil) ;
- b) le Bureau du Conseil (ci-après le Bureau) ;
- c) l'organe de contrôle.

Article 9

Surveillance

¹Le Groupement est placé sous la surveillance des Conseils municipaux des communes participantes.

²Le rapport de gestion, le bilan, le compte administratif (qui comprend le compte de fonctionnement et le compte d'investissement) et le rapport de contrôle sont présentés aux Conseils administratifs ou Maires des communes participantes qui les transmettent pour approbation à leur Conseil municipal respectif, conjointement aux comptes communaux. Ces documents sont ensuite transmis au Département de l'intérieur de l'agriculture et des affaires régionales.

Section 2

Conseil

Article 10

Composition

Le Conseil est composé des membres ainsi désignés :

- a) un Conseiller administratif, le Maire ou un adjoint de chaque commune participante, désigné par le Conseil administratif ou le Maire de sa commune ;
- b) 4 personnes désignées par les Conseils municipaux d'Onex et de Bernex, dont 2 au moins choisies au sein de chaque Conseil municipal, et 2 pour Confignon, dont 1 au moins choisie au sein du Conseil municipal.

Article 11

Durée du mandat Les membres du Conseil sont nommés pour une période de 4 ans, prenant fin le 31 mai de l'année du renouvellement des autorités communales. Ils demeurent toutefois en fonction jusqu'à la première séance du nouveau Conseil. Le mandat des membres du Conseil est immédiatement renouvelable. L'âge limite des membres du Conseil est fixé à 70 ans révolus à l'exception des membres de l'Exécutif des communes désignés selon l'article 10 alinéa a.

Article 12

Fin du mandat ¹Tout membre du Conseil qui siège en tant qu'appartenant à une autorité communale, est considéré comme démissionnaire au moment où il cesse d'exercer sa fonction électorale.

²Le président du Conseil est chargé d'en informer les membres en temps utile.

³En cas de décès ou de démission d'un membre du Conseil, il est pourvu à son remplacement conformément à l'article 10 des présents statuts pour la période restant en cours jusqu'au renouvellement du Conseil.

Article 13

Rémunération Les membres du Conseil peuvent être rémunérés par des jetons de présence.

Article 14

Compétence ¹Le Conseil est l'organe suprême du Groupement. Ses fonctions essentielles consistent à :

- a) le gérer et l'administrer;
- b) édicter les prescriptions nécessaires pour en assurer l'activité;
- c) créer et adapter ses structures de gestion;
- d) ratifier les actes du Bureau.

²Il est notamment chargé :

- a) de désigner le président qui doit être un membre d'un des trois organes exécutifs, le vice-président et les membres du Bureau, dont les mandats sont immédiatement renouvelables ;
- b) de désigner également le secrétaire du Groupement qui peut être choisi en dehors du Conseil. Dans ce cas, il n'a qu'une voix consultative. Le secrétaire peut être un employé du Groupement ou toute autre personne ;

- c) d'assurer l'entretien et la maintenance des installations du Centre, dont la répartition des frais est fixée par le règlement intérieur ;
- d) de représenter le Groupement auprès des autorités et à l'égard des tiers ;
- e) de prendre toutes mesures nécessaires à l'administration du Groupement et d'autoriser tous actes entrant dans le cadre de son activité ;
- f) de gérer l'éventuel personnel du centre ;
- g) d'informer les communes participantes des problèmes liés à la gestion de leurs personnels ;
- h) d'examiner et d'adopter le budget, le compte administratif et le bilan annuel ainsi que le rapport de l'organe de contrôle des comptes ; tous ces documents doivent être transmis pour approbation au Conseil municipal des communes participantes et au Département ;
- i) de désigner un organe de contrôle.

Article 15

Règlement intérieur du groupement

Le Conseil délègue au Bureau une partie de ses compétences dans le cadre du règlement intérieur du Groupement. Ce règlement, qui est soumis à l'approbation des Conseils administratifs et des Maires des communes participantes, précise les attributions respectives du Conseil et du Bureau, ainsi que les rapports entre ces deux organes.

Article 16

Représentation

Le Groupement est valablement représenté et engagé par la signature collective à deux des membres du Bureau ou à défaut, d'un membre du Bureau et d'un membre du Conseil.

Article 17

Séances- Convocations

¹Le Conseil se réunit sur convocation, au moins 15 jours à l'avance, aussi souvent que l'intérêt du Groupement l'exige mais au moins deux fois par année, pour approuver d'une part le budget et d'autre part, le compte administratif et le bilan.

²Il peut être convoqué en tout temps par le président, par écrit, au moins 20 jours à l'avance, à la demande d'un tiers des membres du Conseil, d'un membre du Bureau ou de l'organe de contrôle des comptes.

Article 18

Décision

¹Le Conseil ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. A défaut d'une telle majorité, une nouvelle séance est convoquée, laquelle délibère valablement quel que soit le nombre de ses membres présents.

²Les décisions sont prises à la majorité simple ; en cas d'égalité de voix, celle du président ou à défaut du vice-président, est prépondérante.

³Les décisions du Conseil sont inscrites dans des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire du groupement, lesquels en délivrent valablement des extraits conformes.

Article 19

Obligation de s'abstenir dans les délibérations

Les membres du Conseil qui ont eux-mêmes ou dont les ascendants, descendants, frères, sœurs, conjoints ou alliés au même degré, ont un intérêt direct à l'objet soumis à la délibération, ne peuvent intervenir dans la discussion, ni voter.

Article 20

Responsabilité

Les membres du Conseil répondent envers le Groupement et les communes qu'ils représentent des dommages qu'ils causent en manquant intentionnellement ou par négligence grave à leurs devoirs.

Section 3

Bureau

Article 21

Composition

¹Le bureau est composé de trois personnes :

- a) le président du Conseil ;
- b) le vice-président ;
- c) un autre membre.

²Ces trois personnes sont désignées par le Conseil de sorte que chaque commune participante soit représentée.

³Le Bureau est assisté d'un secrétaire.

Article 22

Attributions

¹Le Bureau prend toutes les dispositions utiles à une bonne gestion du Groupement.

²Il exerce en outre les compétences qui lui sont déléguées par le Conseil, conformément au règlement intérieur et prépare les séances de ce dernier.

Article 23

Convocation

¹Le Bureau se réunit toutes les fois que l'intérêt du Groupement l'exige. Il est convoqué par le président, au moins 10 jours à l'avance, sur sa décision ou à la demande écrite des autres membres.

²En cas d'urgence motivée, le président (ou à défaut le vice-président) peut convoquer le Bureau verbalement et dans un délai inférieur à 10 jours.

Article 24

Rémunération

Le Conseil peut allouer une rémunération aux membres du Bureau.

Article 25

Décisions

¹Le Bureau ne peut valablement délibérer qu'à la majorité de ses membres.

²Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président de séance est prépondérante.

³Les décisions du Bureau sont constatées par des procès-verbaux signés par deux de ses membres.

Section 4

Organe de contrôle

Article 26

Organe de Contrôle

L'organe de contrôle est désigné pour 4 ans par le Conseil au début de chaque législature.

Article 27

Rapport de contrôle

¹A la fin de chaque exercice, l'organe de contrôle établit un rapport écrit qu'il soumet au Conseil.

²L'organe de contrôle ne peut communiquer les constatations qu'il a faites dans l'exécution de son mandat qu'au Conseil siégeant.

³Il assiste obligatoirement à la séance du Conseil où les comptes annuels sont présentés.

CHAPITRE III Dispositions comptables

Article 28

Exercice annuel

L'exercice comptable est annuel ; il coïncide avec l'année civile. Le bilan et le compte administratif sont arrêtés à la date du 31 décembre.

Article 29

Comptabilité

¹Le groupement tient sa propre comptabilité conformément aux règles de la comptabilité des communes genevoises, les éventuels excédents de revenus sont affectés en augmentation de la fortune nette du regroupement.

²Le Groupement doit, sous réserve de dérogation autorisée par le département de l'intérieur, de l'agriculture et des affaires régionales, amortir ses investissements dans les délais prescrits par les directives comptables.

CHAPITRE IV Modification des statuts, retrait et dissolution

Article 30

Modification

Les modifications des présents statuts doivent être décidées par le Conseil puis par une délibération des Conseils municipaux de toutes les communes participantes, sous réserve des articles 31 et 32.

Article 31

Dissolution

¹La dissolution du Groupement intervient si les circonstances l'exigent.

²La dissolution ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des membres du Conseil convoqués spécialement à cet effet, au moins un mois à l'avance.

³La décision de dissolution du Groupement prévue sous chiffre 2 n'est valable qu'après ratification par les Conseils municipaux de toutes les communes participantes et approbation du Conseil d'Etat.

⁴En cas de dissolution, le solde de l'actif éventuel est réparti entre les communes participantes, selon la clé de répartition prévue à l'article 3.

Article 32

Dispositions transitoires

¹La modification de l'article 2 alinéa 2 et 3 et de l'article 3 alinéa 1, ainsi que la suppression de l'alinéa 2 de l'article 3, selon décisions du Conseil du CIV des 24 juin 2010 et du 2 mai 2011, entre en vigueur dès la mise à disposition prévue des containers provisoires pour le service du feu de Bernex.

²L'extension des activités du CIV à l'accueil des pompiers, conformément à la modification de l'article 2 ci-dessus, est mise en œuvre par la mise à disposition prévue des containers provisoires et la réalisation des aménagements prévus par l'étude de faisabilité « agrandissement du centre intercommunal de voirie », variante 3 du 14 septembre 2010, dont une copie des plans demeure ci-annexée.

³Une fois les aménagements permanents réalisés, les surfaces des locaux et non bâties destinées aux pompiers feront l'objet d'un décompte précis établi par un géomètre officiel.

⁴La clé de répartition stipulée à l'article 3 alinéa 1 ci-dessus sera révisée en conséquence.

⁵La mise en œuvre de la présente disposition transitoire est déléguée au Conseil du CIV, y compris l'adaptation de la clé de répartition stipulée à l'article 3 alinéa 1 ci-dessus.

Statuts, (articles 2,3 et 32) modifiés par décisions du Conseil du CIV en date des 24 juin 2010 et du 2 mai 2011, approuvés par délibérations des Conseils municipaux de :

Pour la Commune de Bernex :

Pour la Commune de Confignon :

27 septembre 2011

Pour la Commune d'Onex :